

Fiche de travail. Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire : la Russie depuis 1991. La crise ukrainienne. HGGSP. Première et terminale.

Les renvois aux documents concernent le manuel Histoire-Géographie Géopolitique et Sciences politiques, 1^{ère} Spécialité, Hachette Education, 2019.

Frédéric Richard

I) L'Empire russe et ses origines.

En 1917, l'Empire russe dirigé par les tsars s'effondre. La Révolution bolchévique d'octobre 1917 donne naissance à l'URSS en 1922.

L'URSS est un pays organisé selon les principes du marxisme-léninisme tant sur le plan de l'économie que de la politique. C'est une rupture par rapport à l'empire tsariste qui repose sur le pouvoir absolu d'un empereur, le tsar (**le mot tsar et une évolution russe du mot latin César**), dont la légitimité repose sur la religion orthodoxe.

Cependant, l'URSS, de bien des façons, est aussi l'héritière de l'Empire tsariste : contrôle d'un territoire immense de 22 millions de km² composé d'une multitude de peuples, de langues et de cultures différentes.

C'est une République communiste fédérative. L'État de Russie domine cet ensemble.

II) L'effondrement et l'éclatement de l'URSS.

A) L'URSS au cours de années 80, un pays à bout de souffle.

À partir de la fin d'années 70, l'URSS commence à connaître de sérieuses difficultés d'ordre intérieur et extérieur.

En 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan. Ce conflit tourne à la catastrophe. Les pertes en vie humaine, le coût économique et la perte de prestige sont dramatiques pour ce pays. On dit souvent que l'Afghanistan est le Vietnam de l'URSS.

Les difficultés intérieures sont également redoutables. Les bas prix du pétrole (la principale ressource d'exportation de l'URSS qui a une économie insuffisamment diversifiée), la stagnation du niveau de vie de la population, les dépenses d'armement et spatiales de plus en plus grandes dans le contexte de la rivalité avec les EU, le manque d'efficacité du système économique et politique (la dramatique gestion de la crise de Tchernobyl à partir de 1986 en est la manifestation la plus évidente) et la répression contre ceux qui réclament plus de libertés, montrent un système à bout de souffle. L'image du pays se détériore de plus en plus à l'extérieur.

B) L'échec des réformes de Gorbatchev. (1985-1991)

En 1985, un nouveau Secrétaire Général du Parti Communiste (le dirigeant de l'URSS), Mikhaïl Gorbatchev (Né en 1931), arrive au pouvoir (1985-1991). Il va mettre en place un vaste programme de réformes. Il ne s'agit pas de remettre en question le système communiste de l'URSS, mais de sauver ce dernier en le rendant plus efficace. La réforme s'appuie sur deux politiques essentielles : la « **Pérestroïka** » (restructuration) et la « **Glasnost** » (transparence). On introduit des principes de l'économie privée de marché, des principes limités de démocratisation et de libertés fondamentales (notamment la liberté d'expression). Le résultat est catastrophique sur le plan intérieur et extérieur. 1) La corruption se développe, 2) les réformes font cohabiter deux réalités **antinomiques** (qui s'opposent radicalement et sont incompatibles, retenir ce mot), le communisme et le libéralisme, cela provoque de nombreux dysfonctionnements. 3) Gorbatchev doit affronter deux fortes oppositions qui gênent son action : les opposants au communisme qui veulent la mise en place d'un modèle totalement démocratique et libéral, et les communistes radicaux qui considèrent les réformes comme une perversion du système marxiste-léniniste et veulent revenir à la situation antérieure.

B) L'éclatement et l'effondrement de l'URSS

Plus grave encore les réformes libérales encouragent les mouvements de révoltes et de libérations des peuples à l'intérieur de l'URSS et dans les pays soumis à l'URSS à l'intérieur du Bloc Socialiste dans le cadre de la Guerre Froide.

Dès 1989, des mouvements favorables à la démocratisation agitent les **démocraties populaires** (pays d'Europe orientale et centrale qui font partie du Bloc Socialiste, elles sont les alliées de l'URSS et ont adopté, souvent sous la contrainte, après la Seconde Guerre Mondiale, le modèle économique et politique soviétique). Des pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie (la Révolution de Velours), la Roumanie...connaissent de vastes contestations contre le communisme. L'évènement le plus représentatif est la chute du Mur de Berlin en novembre 1989. Cela aboutit à la réunification allemande en 1990 et à la disparition de la RDA, la partie de l'Allemagne sous contrôle de l'URSS depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les pays de l'Europe centrale et orientale deviennent des démocraties libérales.

Plus grave encore, des mouvements indépendantistes et hostiles au communisme éclatent à l'intérieur de l'URSS. On peut citer l'exemple des trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) qui avaient été annexés par l'URSS lors de la Seconde Guerre Mondiale. En 1990, les trois républiques baltes sont dans une situation d'indépendance de fait.

Le 12 juin 1990, Boris Eltsine (1931-2007), responsable du Parti Communiste de la République de Russie, fait voter la souveraineté, donc l'indépendance de la Russie. Il se fait élire Président de la Russie au suffrage universel.

Le 19 août 1991, une tentative de coup d'état a lieu. Elle est menée par des militaires et des communistes radicaux qui veulent renverser Gorbatchev et revenir à l'URSS d'avant les réformes. C'est Boris Eltsine qui fait échouer ce coup d'état et renforce ainsi sa position politique. Gorbatchev n'a plus de pouvoir.

La désintégration de l'URSS s'accélère. Dans la semaine qui suit la tentative de coup d'état, huit républiques se proclament indépendantes.

Le 8 décembre 1991, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie signent les accords de Minsk (capitale de la Biélorussie) (Document 4 page 127). Les dirigeants de ces trois États constatent que l'URSS n'existe plus réellement. Ils décident de former la CEI « La Communauté des États Indépendants », un espace de coopération ouvert à tous les anciens États de l'ex URSS. Le 21 décembre 8 autres républiques rejoignent la CEI.

Le 25 décembre Gorbatchev démissionne de son poste de dirigeant de l'URSS. Ce pays n'existe plus. (Documents 2 page 126 et 3 page 126)

C) La Russie depuis 1991. De la désillusion et de l'humiliation au retour de la puissance.

1) Les années 1990. Une situation difficile.

a) Le rétrécissement de l'influence territoriale.

(Voir carte 1 page 124)

Les années 1990 mettent en évidence la difficile position géopolitique de la Russie. L'URSS a éclaté et a laissé la place à quinze États indépendants. Les ex républiques soviétiques forment la Communauté des États Indépendants (CEI) (Carte 5 page 127). Un espace de coopération. L'un d'entre eux est la Russie. Les trois États Baltes refusent d'en faire partie.

La Russie perd également son influence sur l'Europe centrale et orientale qui s'étendait jusqu'à la RDA (Allemagne orientale communiste contrôlée par l'URSS) Cet espace était nommé le Bloc Socialiste. Il formait un glacis protecteur, une zone tampon, c'est-à-dire un espace qui protégeait l'URSS d'une attaque directe sur son territoire, c'est ce que l'on appelle en langage militaire une **profondeur stratégique**.

Pour la Russie cette situation géopolitique fragile est une humiliation.

b) Une situation intérieure complexe et difficile.

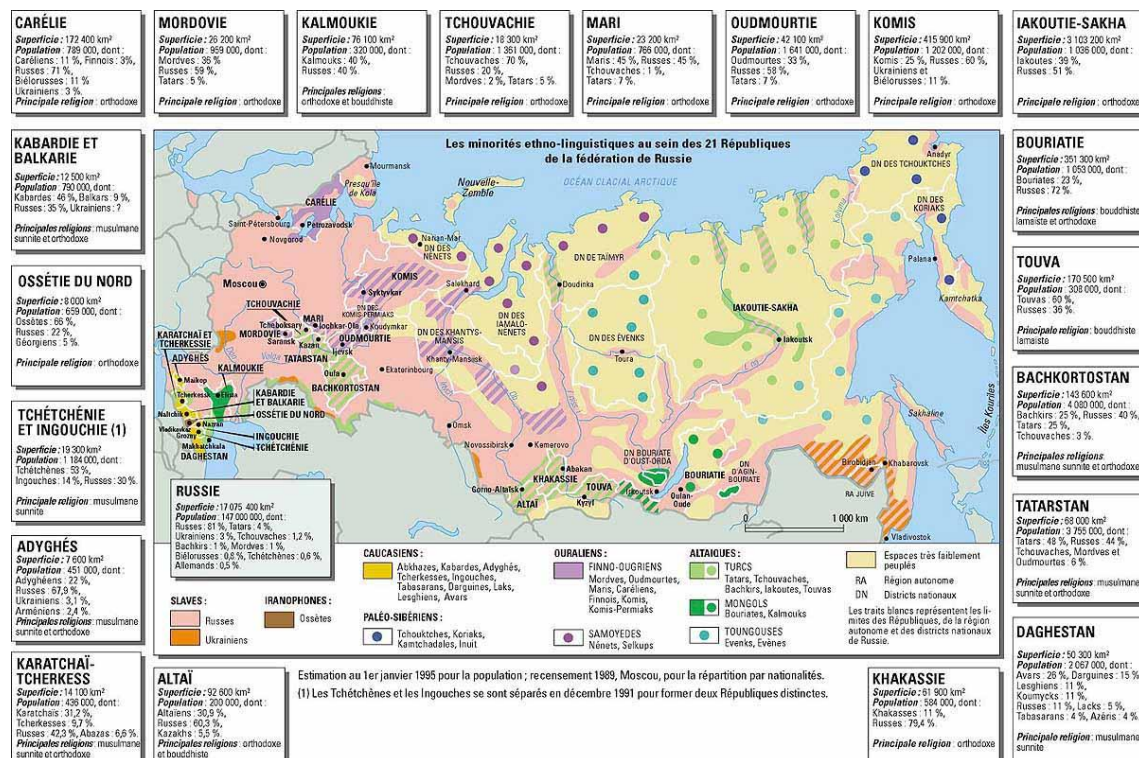
La situation intérieure de la Russie est aussi difficile. L'abandon du modèle socialiste et l'adoption d'un modèle libéral tant sur le plan politique qu'économique a parfois de lourdes conséquences.

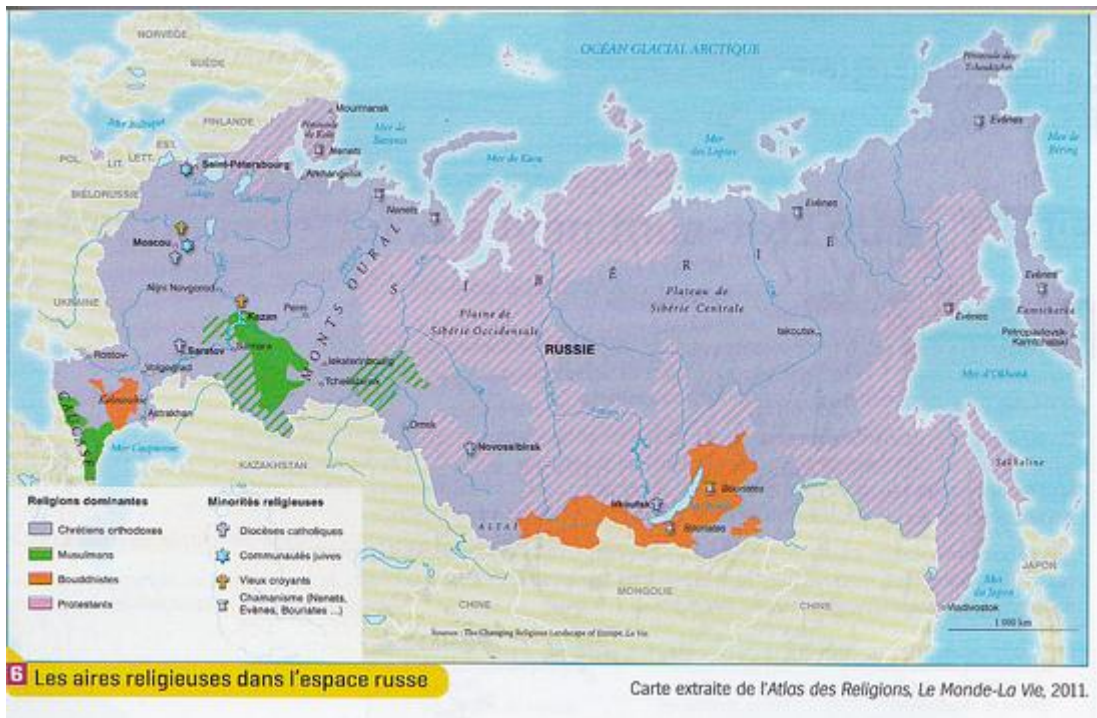
- La privatisation des entreprises autrefois contrôlées par l'État dans le domaine de l'énergie, des communications...entraîne la formation d'immenses fortunes par les hommes qui achètent ces anciennes entreprises d'État. Les hommes qui possèdent ces fortunes colossales appartiennent au groupe des « oligarques ». Cela crée une grande corruption. Ils corrompent le monde politique pour acheter facilement les entreprises d'État, maintenir un système qui protège leurs fortunes et exercer une influence sur ce monde politique. On considère aujourd'hui qu'une centaine de familles posséderait 1/3 de la richesse de la Russie. À partir de 2000, le président Poutine a mis fin au pouvoir politique des oligarques tout en leur laissant leurs fortunes immenses.

- Le système socialiste fonctionnait mal mais il assurait à chacun un emploi et un accès gratuit au système de santé et à l'éducation. L'adoption d'un système économique libéral a de graves conséquences sociales et creuse les inégalités. Le chômage apparait, la privatisation de la médecine et de l'éducation réserve les services de bonne qualité aux plus fortunés. Le niveau de vie moyen des Russes baisse et l'espérance de vie recule, surtout celle des hommes.
- L'instabilité touche fortement la Russie. La Russie est un espace multinational où l'on trouve de nombreuses nationalités qui possèdent des langues, des cultures et des traditions religieuses différentes. Certes les russes qui pratiquent la religion chrétienne orthodoxe sont majoritaires, mais ils doivent cohabiter avec de nombreux autres peuples. Certains vont se soulever et réclamer une plus grande reconnaissance, et parfois l'indépendance. C'est le cas des Tchétchènes, musulmans, qui vivent au Sud de la Russie. La Russie mène en Tchétchénie deux guerres très violentes en 1994-1996 et 1999-2000 qui permettent de maintenir ce territoire en Russie.

Voir cartes les minorités en Russie et la diversité religieuse.

Le Monde diplomatique.





L'Occident va plutôt essayer de ménager la Russie au cours des années 1990.

c) Une volonté de ménager la Russie.

Au cours des années 1990, les pays occidentaux évitent de faire entrer dans l'OTAN (Alliance militaire dominée par les EU et née en 1949-1950 dans le cadre de la Guerre Froide) et dans l'UE les pays de l'ancien Bloc Socialiste et les républiques de l'ancienne URSS. Le président Clinton des EU (1993-2001) évite d'exercer une trop forte pression sur la Russie au début de sa présidence.

Les choses changent à la fin du XXème siècle et au début du XXIème siècle.

2) Les pressions occidentales et la reconstruction de la puissance russe.

a) Des pressions occidentales de moins en moins acceptables.

Entre la fin du XXème siècle et le début du XXIème siècle, à la fin de la présidence Clinton et sous la présidence Bush fils (2001-2009), les Occidentaux abandonnent leur politique de conciliation envers la Russie. Des pays de l'ancien Bloc Socialiste (Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Roumanie...), et même d'anciennes Républiques soviétiques (les trois pays baltes), deviennent membres de l'OTAN et de l'UE. La République tchèque, la Hongrie, la Pologne sont membres de l'OTAN en 1999. La Bulgarie, les trois pays baltes, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie en 2004. L'Albanie et la Croatie en 2009.

Les pays baltes, la Pologne, la République tchèque, la République slovaque, la Slovénie et la Hongrie adhèrent à l'UE en 2004, la Bulgarie et la Roumanie en 2007 et la Croatie en 2013.

De plus, un bouclier antimissile (une installation capable d'intercepter des missiles nucléaires) a été mis en place par l'OTAN (en fait par les EU) en Roumanie et en Pologne. L'argument de l'OTAN est qu'il s'agit de contrer une menace éventuelle de l'Iran. La Russie le perçoit comme une menace directe contre elle et une volonté de neutraliser ses forces nucléaires et donc sa dissuasion.

Enfin, nous le verrons plus tard, des mouvements pro occidentaux éclatent dans des régions frontalières que la Russie considère comme essentielles à sa sécurité, notamment la Géorgie et l'Ukraine.

La Russie va réagir de différentes façons à ce qu'elle perçoit comme des menaces.

Elle va 1) reconstituer sa puissance de façon multiforme et enfin 2) elle ne va pas hésiter à intervenir, et notamment militairement, en dehors de ses frontières.

b) Reconstruire la puissance.

Cette reconstruction de la puissance va être en grande partie l'œuvre du président Vladimir Poutine qui dirige directement ou indirectement la Russie depuis 2000. (Voir [Biographie document 2 page 125](#)).

-L'économie.

La Russie va reconstruire sa puissance économique en utilisant sa ressource traditionnelle, les hydrocarbures. Les prix élevés du pétrole et du gaz, au début des années 2000 notamment, permettent à la Russie de redresser son économie. Un vaste réseau de gazoducs (North Stream, North Stream II au nord de l'Europe par la voie maritime, Blue Stream qui passe par la Turquie....) permet de vendre le gaz à l'Europe occidentale. L'objectif est en partie d'éviter l'Ukraine à travers laquelle passent traditionnellement les gazoducs russes vers l'Europe occidentale. Le conflit avec l'Ukraine (qui perçoit 2 milliards de dollars annuels comme pays de transit) mais aussi la réduction des distances, et donc des coûts, expliquent ces trajets. La Chine avec un gazoduc de 3000 km est aussi un client de la Russie. Le poids des hydrocarbures fait cependant de l'économie russe une économie toujours peu diversifiée (une économie de rente qui repose sur les matières premières) et très dépendante de l'évolution du prix des hydrocarbures, donc très fragile.

- La puissance militaire.

La Russie est redevenue aujourd'hui une très grande puissance militaire. Elle est une puissance nucléaire et possède l'un des complexes militaro-industriels (industries de l'armement) les plus performants de la planète. Son budget militaire est l'un des plus importants après ceux des EU et de la Chine. Elle possède un vaste réseau de bases militaires dans des États qui longent ses frontières en Europe, dans le Caucase et en Asie Centrale, et également en Syrie au Proche-Orient : les bases navales de Tartous et Lattaquié. ([Document 4 page 125](#)). Elle est capable de mener des opérations militaires à l'extérieur de ses frontières.

L'armée russe est la deuxième armée la plus puissante du monde. Son budget a été multiplié par 4 entre 1999 et 2020. Elle développe notamment les redoutables armes hypersoniques

comme le planeur Avangard qui peut se déplacer à 30000km/h, manœuvrer et changer de cap, et emporter une charge nucléaire dont la puissance est 130 fois celle d'Hiroshima, le drone sous-marin Poséidon, des chars avec un nouveau blindage, des missiles thermobariques capables de créer une explosion et une dépression,Il faut cependant être prudent et ne pas surévaluer la capacité de ces armements.

- Instrumentaliser le passé.

Depuis 1991, les gouvernements successifs ont mis sur pied une véritable politique de légitimation de la Russie basée sur le religieux, la culture, l'histoire et la réconciliation nationale. La religion orthodoxe, persécutée à l'époque communiste, est de nouveau l'une des références idéologiques fondamentales de la Russie. Des popes bénissent les avions qui bombardent la Syrie.

On récupère aussi le passé tsariste et impérial. Le Tsar Nicolas II (Tsar de 1894 à 1917) fut assassiné avec toute sa famille par les Bolchéviks en 1918. En 1998, leurs restes furent inhumés avec tous les honneurs dans la cathédrale Pierre et Paul de Saint Petersburg. En 2000, le tsar Nicolas II et sa famille sont canonisés (considérés comme saints) par l'Église Orthodoxe. C'est une récupération globale de l'histoire russe et de ce que l'on considère comme sa grandeur : les grands tsars comme Ivan le Terrible au XVIème siècle, Pierre le Grand au XVIIème, la Grande Catherine au XVIIIème...Même Staline, un dirigeant communiste, est récupéré comme manifestation de la grandeur russe du fait de sa victoire contre L'Allemagne Nazie. Cette volonté d'unité historique rejoint la volonté d'unité nationale. De nombreux Russes ont quitté la Russie au XXème siècle : les opposants au Communisme après 1917, des communistes après 1991. Il y a une forte diaspora russe à travers le monde (diaspora : une communauté qui vit en dehors de son pays d'origine mais qui conserve des liens et un attachement avec ce pays d'origine, les plus importantes dans le monde sont les diasporas chinoise, indienne –de l'Inde-, libanaise, arménienne, polonaise...). La Russie a proposé en 2012 de donner un passeport, donc la nationalité russe, à tous les Russes exilés et à leurs descendants. Cette diaspora est un énorme outil d'influence extérieur – de *softpower*-pour la Russie car elle a souvent une capacité d'influence dans le pays où elle réside. Dans les anciennes républiques soviétiques, ils sont nommés les pieds rouges. Ils possèdent la nationalité russe.

- La puissance politique et l'influence territoriale. .

La Russie est soucieuse également de renforcer son influence politique et notamment la projection de sa puissance à l'extérieur de ses frontières.

Elle possède, ne l'oublions, pas un siège permanent avec droit de veto au Conseil National de Sécurité de l'ONU, en sa qualité de pays vainqueur de la Seconde Guerre Mondiale.

Dès 1991, avant même la dissolution de l'URSS, la création de la Communauté des États Indépendants manifesta la volonté de mettre sur pied un espace de coopération associant certaines anciennes Républiques de l'URSS autour de la Russie. Cette communauté existe toujours.

En 2001, La Chine, la Russie et des Républiques d'Asie Centrale créent l'Organisation de coopération de Shanghai. Un organisme de sécurité destiné à lutter contre les séparatismes (ex les Tchétchènes en Russie, les Ouïghours et les Tibétains en Chine...), le terrorisme et à garantir l'intégrité des frontières. Cette organisation à vocation à intégrer des pays de l'espace eurasiatique (Europe+Asie). La Russie, à la fois en Europe et en Asie, insiste de plus en plus sur une volonté d'influence sur cet espace. De très nombreux pays d'Asie font partie aujourd'hui de cet ensemble. (Voir document 3 page 125).

L'Union économique eurasiatique a la même logique et voit le jour en 2015. Elle regroupe la Russie, La Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie.

La Russie compte aussi jouer un rôle de premier plan dans le projet des Nouvelles Routes de la Soie de la Chine. (Profiter d'investissements, protéger les routes...). Elle compte également développer son Extrême-Orient (Est de la Sibérie, un territoire marginalisé et sous-exploité) en attirant des capitaux et des investissements chinois.

La Chine devient peu à peu un partenaire privilégié, notamment depuis que la Russie s'est vue infligée des sanctions économiques par les EU et surtout l'UE à la suite de l'annexion de la Crimée et de susciter des mouvements séparatistes dans l'Est de l'Ukraine en 2014. La Chine est cependant la puissance dominante dans ce jeu d'alliance complexe

L'influence grandissante de la Chine en Asie centrale, zone d'influence essentielle pour la Russie depuis l'époque tsariste, commence parfois à inquiéter la Russie

La puissance russe se manifeste aussi par le biais des interventions extérieures. Nous verrons les interventions en Géorgie, en Crimée, en Ukraine en Syrie et au Kazakhstan et l'influence grandissante en Biélorussie. (Voir carte 1 page 128)

3) Les interventions extérieures russes

La Russie de Poutine intervient de diverses façons pour renforcer sa puissance et garantir sa sécurité lorsqu'elle estime que cette dernière est menacée : interventions militaires directes (Géorgie et Ukraine), protection de régimes alliés (Biélorussie et Kazakhstan), intervention comme médiateur dans le cadre de conflits entre d'anciennes républiques soviétiques (Arménie et Azerbaïdjan), les attaques cyber dans le cadre des guerres hybrides, des interventions et des actions plus lointaines : Syrie, Libye, République centra-africaine et Mali.

a) Un sentiment de vulnérabilité aux frontières.

Depuis la fin de l'URSS et du Bloc Socialiste, l'URSS n'est plus protégée par un glacis protecteur qui, à l'Ouest, d'où venaient traditionnellement les invasions, s'étendait jusqu'à la RDA. (Carte 1 page 124)

Le souci de protéger les frontières est devenu une priorité. Le Caucase, l'Asie Centrale et en Europe la Biélorussie, et surtout l'Ukraine, sont devenus des priorités géopolitiques.

On peut parler d'un véritable sentiment de vulnérabilité.

b) Les interventions russes dans le Caucase et en Ukraine.

Ce sentiment de vulnérabilité s'accroît quand des mouvements pro occidentaux éclatent dans d'anciennes Républiques soviétiques comme l'Ukraine et la Géorgie. En 2003, c'est la Révolution des Roses en Géorgie dans le Caucase et, en 2004, la Révolution Orange en Ukraine. La possibilité d'une adhésion à l'OTAN, et également à l'UE pour l'Ukraine, est vue comme une menace pour la Russie.

- La Russie intervient militairement en Géorgie en 2008. Elle provoque la sécession de deux provinces géorgiennes, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, qui passent sous influence soviétique. Cela lui permet de sécuriser sa frontière. L'un des prétextes utilisés par la Russie est la supposée répression du gouvernement géorgien contre la minorité des Ossètes. **(Carte 3, page 129)**
- En 2004, un gouvernement pro occidental se met en place en Ukraine. Il est remplacé par le gouvernement pro russe de Ianoukovytch en 2010. Ce dernier n'est cependant pas hostile à un rapprochement avec l'UE. En 2013, la pression de la Russie le fait reculer et interrompre les négociations avec l'UE. De gigantesques manifestations contre Ianoukovytch ont lieu dans l'ouest de l'Ukraine pro européenne, c'est la révolte de Maïdan (le nom de la principale place de Kiev). Elles aboutissent au renversement du gouvernement Ianoukovytch en février 2014 et à la mise en place d'un gouvernement pro occidental. Le rapprochement avec l'OTAN et l'UE est inadmissible pour la Russie. Elle annexe la Crimée en mars 2014.

Elle encourage également un soulèvement de l'Est de l'Ukraine pro russe où souvent plus de 30 % de la population a le russe comme langue maternelle. Des affrontements meurtriers opposent alors les deux parties de l'Ukraine, l'Ouest pro occidental et le Donbass prorusse. Le conflit a fait des milliers de victimes. Le Donbass n'obéit plus au gouvernement ukrainien et se trouve sous influence russe. Le problème pour le Gouvernement ukrainien de Kiev est que la région du Donbass, est aussi un espace riche, on y trouve les gisements de charbon et l'industrie.

Voir carte qui suit



c) La Crimée et l'Ukraine, deux territoires essentiels pour la Russie

L'Ukraine et la Crimée sont deux territoires d'une importance vitale pour la Russie. L'Ukraine, on l'a signalé, se trouve sur la frontière occidentale de la Russie, la plus exposée selon la Russie aux pressions des pays occidentaux.

De plus, les proximités culturelles et linguistiques sont très proches entre les deux pays. Les langues ukrainienne et russe sont pratiquement identiques. La Russie utilise fréquemment ces proximités comme un prétexte et une justification à sa politique envers l'Ukraine.

Cela permet de mettre en évidence aussi le problème complexe de La Crimée (**Voir carte en bleu foncé**). La Crimée est une presqu'île au Nord de la Mer Noire. La Russie a annexé la Crimée peuplée par les Tatars au XVIIIème siècle. Elle y construit un port de guerre, le port de Sébastopol (**Voir carte**). Le problème de la Russie est que ses côtes sont gelées en hiver, cela provoque un isolement et peut limiter ses capacités d'action militaire sur mer en cas de guerre. Pour résoudre ce problème, la Russie cherche un accès aux mers chaudes depuis le XVIIIème siècle. La Crimée et la Mer Noire apportent une réponse à cette question en donnant depuis la Mer Noire un accès à la Méditerranée, puis à l'Atlantique, la Mer Rouge, puis l'Océan Indien. La Russie y installe une importante population russe

En 1954, la Russie a offert la Crimée à l'Ukraine. Cela n'avait aucune importance en réalité, c'était symbolique, car la Russie et l'Ukraine appartenaient toutes deux à l'URSS.

Le problème survient en 1991. La Crimée et Sébastopol appartiennent à l'Ukraine devenue un État indépendant séparé de la Russie. Un accord permet à la Russie de conserver Sébastopol. Mais en cas de tensions et d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE, la situation pourrait changer.

Le contexte devient inquiétant pour la Russie quand les mouvements pro occidentaux se développent en Ukraine. La Russie estime que son contrôle sur Sébastopol est menacé.

Le renversement du président Ianoukovitch prorusse en février 2014 accélère les tensions.

La Russie décide alors d'annexer la Crimée en mars 2014. La population de la Crimée soutient cette invasion. 40% des habitants de Crimée se considèrent russes, seulement 15% ukrainiens.

En 2014, comme nous l'avons vu, elle incite également le Donbass l'Est de l'Ukraine pro russe (**Voir carte en bleu clair**) à entrer en sécession au prix de violents combats. Deux Républiques prorusses, Les Républiques autoproclamés de Donetsk et de Louhansk voient alors le jour. Le conflit entre 2014 et 2021 a fait 14000 morts.

En 2014 et 2015, une série de négociations ont lieu 1) dans le cadre du « Format Normandie » entre l'Ukraine, la Russie, la France et l'Allemagne en 2014 et 2) les « Accords de Minsk I »(2014) et « II » (2015) entre l'Ukraine, la Russie et l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) née en 1995 et qui a succédé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe créée à la suite de la Conférence d'Helsinki de 1975 durant la guerre Froide et qui établit un concept global de paix en Europe. L'ensemble des pays européens (dont la Russie) en fait partie.

Le « Format Normandie » et les deux « Accords de Minsk » établissent l'échange de prisonniers, le retrait d'armes lourdes, l'amnistie des participants au conflit. L'élément essentiel concernait les des deux républiques du Donbass qui doivent rester en Ukraine mais avec un statut d'autonomie établi à la suite d'un référendum qui permettrait de réformer la constitution ukrainienne. Le référendum n'a jamais eu lieu du fait d'une forte opposition en Ukraine. La Russie n'a cessé de consolider son influence dans les deux républiques en donnant par exemple la nationalité russe à 800000 russophones.

Une tentative de négociation a lieu en 2019 entre l'Ukraine (le président Zelenski élu en 2019 avec la promesse de faire la paix), le président russe Poutine, la chancelière Merkel et le président Macron.

En 2020-2021, les pressions russes s'accroissent face à la volonté du président Zelenski de maintenir la candidature de l'Ukraine à une éventuelle entrée dans l'OTAN et l'UE

La visite de Josep Borrell, le représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, à Moscou en février 2021, met en évidence ces tensions.

Après des mois de crises qui sont allées *crescendo*, et notamment depuis novembre 2021 à travers les demandes répétées de garanties de la Russie aux occidentaux (que l'Ukraine n'intègre pas l'OTAN), Poutine reconnaît le 21 février 2022 l'Indépendance des deux républiques du Donbass, c'est la fin des Accords de Minsk (qui prévoient le maintien des deux républiques en Ukraine). Le 24 février la Russie envahit l'Ukraine.

L'Ukraine est donc une réalité géopolitique très sensible pour la Russie. Une Ukraine membre de l'UE et surtout de l'OTAN est inenvisageable. Outre ce que la Russie pourrait

considérer comme une menace sur ses frontières, nous avons vu que la Russie met en avant les liens culturels et historiques entre l'Ukraine et la Russie (linguistique, culturel, historique) au prix souvent d'une manipulation du récit historique. Une Ukraine démocratique et prospère (on pourrait également l'étendre à la Géorgie) serait également un contre-modèle dangereux aux frontières d'une Russie autoritaire et dont le niveau de vie de la population est très bas.

Cela explique l'invasion déclenchée le 24 février 2022. Une invasion contre un Etat souverain au mépris de toutes les règles du droit international. Le récit inventé par Moscou, qualifiant les dirigeants de Kiev de néonazis pratiquant un génocide contre les prorusses du Donbass, est un exemple classique de stigmatisation de l'autre dans le cadre d'une agression qui bafoue le droit international.

L'ampleur de l'invasion russe sur trois fronts, l'un deux depuis la Biélorussie, met en évidence une attaque préparée depuis plusieurs mois. Les négociations avec les chefs d'Etat occidentaux (les présidents Biden et Macron, et le chancelier Scholz) depuis l'automne 2021 furent-elles une distraction et une volonté de gagner du temps de la part de Poutine qui préparait son invasion ?

Une proposition de neutralisation, de finlandisation de l'Ukraine, aurait-elle empêché l'attaque ? Imposer à un Etat souverain un statut de neutralité comme ce fut le cas de la Finlande lors de la Guerre Froide, et lui interdire d'exercer sa souveraineté en termes d'alliance, est de toute façon très délicat sur le plan du droit international.

Les condamnations dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU sont impossibles du fait du droit de veto de la Russie au sein du Conseil de Sécurité

L'absence de réaction militaire de l'Occident s'explique tout d'abord par le danger d'un conflit avec la Russie, la deuxième puissance militaire mondiale. De plus, l'Ukraine n'étant pas membre de l'OTAN, l'article 5 du traité, qui implique une action d'appui militaire automatique si l'un des 30 membres est attaqué, n'est pas envisageable.

Des mesures économiques sont appliquées. Gel d'avoirs de dirigeants, limite d'accès au système financier, limites de vente de matériels sensibles pour l'armement, l'aéronautique...

L'UE est particulièrement fragile. L'UE est en effet une puissance morale et économique. Elle n'est toujours pas une puissance politique, militaire et diplomatique. Les désaccords entre les 27, les cultures politiques, diplomatiques et militaires marquées par une histoire inscrite dans la différence, sont des freins terribles. Enfin, l'UE est très dépendante du gaz russe. (40% de son gaz vient de Russie). L'Allemagne a une dépendance de plus de 55%. Toute l'ambiguïté du Gazoduc *North Stream II* qui devait rentrer en service en 2022 est mise en évidence par cette crise.

Les conséquences seront lourdes pour la Russie mais aussi pour l'économie mondiale : augmentation encore plus forte du prix des hydrocarbures (poids de la Russie), du prix des céréales (la Russie et l'Ukraine font partie des premiers producteurs et exportateurs mondiaux), de l'aluminium (la Russie est le premier producteur mondial)...

L'UE est placée face à sa fragilité. Un sursaut semble toutefois avoir lieu dans le cadre de la mise en place d'une puissance politique diplomatique et militaire. La décision de l'Allemagne, le 27 février 2022, de consacrer 2 % de son PIB au budget des forces armées est une rupture essentielle dans le cadre de la doctrine militaire de ce pays depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les fournitures d'armes à l'Ukraine par l'UE mettent en évidence une volonté réelle d'agir. Poutine aurait-il bien malgré lui semé les prémices de ce qu'il craint : la naissance d'une Europe puissance ? La présidence Trump (2017-2021) a déjà montré que le principe du soutien automatique des EU n'est pas forcément un fait établi. L'Europe pourrait se retrouver seule dans le contexte d'un conflit de forte intensité. De plus, l'Europe et le Moyen-Orient ne sont plus des priorités stratégiques pour les EU. Depuis la présidence d'Obama, la zone stratégique de premier plan des EU est la région pacifique occidentale, et de façon plus large la zone indopacifique, face à la Chine. C'est ce que la secrétaire d'État d'Obama, Hillary Clinton, a appelé le « pivot vers l'Asie »

d) La Biélorussie, le Kazakhstan.

Dans cette logique, la Russie cherche à conserver le contrôle sur des ex républiques soviétiques proches. C'est le cas de la Biélorussie. La réélection frauduleuse de Loukachenko en 2020, ancien dirigeant communiste à l'époque soviétique, et président depuis 1994, déclenche des manifestations qui sont durement réprimées. Loukachenko reçoit l'appui de Moscou. Il déclenche, avec l'accord de Poutine, une crise migratoire contre l'UE, en attirant des migrants depuis la Syrie, le Liban, l'Afghanistan...et en les amenant à la frontière de la Pologne. Un exemple de guerre hybride qui n'utilise pas les armes.

En janvier 2022, une grave crise éclate au Kazakhstan à la suite d'une augmentation des prix du gaz. Cela manifeste aussi l'épuisement d'un régime autoritaire dirigé par Nazarbaïev (1990-2019). Son successeur Tokaïev n'étant qu'un prête-nom. Nazarbaïev est toujours l'homme fort du pays. La Russie intervient au Kazakhstan pour rétablir l'ordre au nom de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), une alliance militaire créée autour de la Russie en 2002 et qui regroupe le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, la Biélorussie et l'Arménie. L'OTSC prévoit des opérations de maintien de l'ordre.

e) Un pays médiateur. Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. (Carte 3, page 129)

Depuis les années 1990, deux ex républiques soviétiques situées dans le Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, se disputent le territoire du Haut-Karabakh. En 1994, l'Arménie prend le contrôle du territoire. En 2020, l'armée azérie soutenue par la Turquie s'empare d'une grande partie du Haut-Karabakh. La Russie n'aide pas l'Arménie, un allié traditionnel, car ce pays avait pris ses distances depuis 2018. La Russie n'intervient pas au nom de l'OTSC sous le prétexte que l'appui ne concerne que le territoire arménien et non le Haut-Karabagh. L'Arménie est contrainte du fait de sa défaite de se rapprocher de la Russie.

f) La répression intérieure.

Les opérations de maintien de l'ordre dans les républiques satellites s'accompagnent d'une répression féroce à l'intérieur du pays. La politique intérieure et la politique extérieure se conjuguent avec la même logique et les mêmes objectifs. Les opposants politiques sont

pourchassés. Songeons à l'empoisonnement puis à l'emprisonnement d'Alexeï Navalny. La presse est soumise à une terrible censure. Les journalistes qui dénoncent le régime (corruption, atteinte aux droits de l'homme...) sont emprisonnés ou assassinés, comme Anna Politkovskaïa en 2009.

Le journal *Novaya Gazeta* est l'un des rares médias indépendants qui n'est pas contrôlé par le pouvoir. Son directeur Dimitry Muratov a reçu le prix Nobel de la Paix en 2021.

La Russie est marquée par un autoritarisme croissant. Elle est une dictature.

La réforme constitutionnelle de 2020 permet à Poutine de se présenter à deux mandats de plus et d'être au pouvoir jusqu'en 2036.

L'autoritarisme touche également l'écriture de l'histoire et la mémoire. Le 29 décembre 2021, l'ONG Memorial, fondée en 1989 par des dissidents, et notamment le physicien Andreï Sakharov (Prix Nobel de la Paix), laquelle témoigne des crimes staliniens, est dissoute par la Cour Suprême russe.

Poutine réécrit une histoire de la Russie dans de longs articles qui célèbrent la Grande Russie tsariste, la période soviétique et dénonce l'humiliation des années 1990.

La Russie intervient également dans des régions extérieures à ses frontières proches c'est le cas de la Syrie et de l'Afrique.

g) L'intervention en Syrie et en Afrique.

À partir de 2011, dans le cadre de ce que l'on a appelé le mouvement des « Printemps Arabes », le régime dictatorial syrien de Bachar El Assad a du faire face à une double opposition à la fois démocratique et djihadiste (islamiste).

Le conflit a vite impliqué des puissances régionales et internationales. La Russie appuie depuis 2015 le régime de Bachar El Assad. Sa puissance aérienne et les bombardements qu'elle effectue ont permis au régime syrien d'Assad de rétablir la situation.

Les motivations géopolitiques russes sont multiples. La Russie possède deux bases navales en Syrie, les bases de Tartous et Lattaquié. La victoire de Bachar El Assad lui permet de les conserver. Ce sont les seules bases militaires russe en Méditerranée, elles sont donc essentielles. On revient à la problématique de l'accès aux mers chaudes.

Enfin, le conflit syrien redonne à la Russie un statut de grande puissance. En sauvant, le régime d'Assad, elle remporte un grand succès militaire et jouera probablement un rôle diplomatique de premier plan lors des négociations de paix.

La Russie est de retour en Afrique. Elle est présente en Libye. Il y a un intérêt pour les ressources pétrolières de ce pays et de nouveau l'accès aux mers chaudes. Elle est aussi présente en République Centrafricaine et au Mali à travers une société privée de mercenaires nommée Wagner. Cette dernière est liée au Gouvernement russe. Le directeur de Wagner est un ami de Poutine.

h) Les guerre hybrides.

La Russie est fréquemment accusée de mener des cyberattaques, nommées guerres hybrides ou guerres 2.0. On peut citer la campagne présidentielle aux EU en 2016, en France en 2017, contre des entreprises....Peu avant l'invasion de l'Ukraine des attaques numériques ont été menée contre les forces armées de ce pays.

Conclusion : nous avons vu que la volonté de reconstruire la puissance russe passe une stratégie multiforme. L'attaque contre l'Ukraine en est l'apogée. Le projet teinté de messianisme de Poutine de reconstruire le passé impérial russe tsariste ou soviétique doit être cependant appréhendé avec nuance. Il s'agit avant tout dans le cadre européen d'une réaction et d'une peur face à l'influence occidentale. La Russie n'a pas les moyens de reconstruire son empire. Elle cherche avant tout à neutraliser des républiques satellites qui appartenaient autrefois à l'URSS. Plus qu'une crainte militaire, elle redoute, nous l'avons déjà noté, l'influence à ses frontières d'États proches de l'Occident, prospères et démocratiques. Lesquels représentent un modèle bien éloigné de sa réalité marquée par l'autoritarisme et l'absence de démocratie.

De fait, l'une des faiblesses est son économie peu diversifiée. Ce pays de 17 millions de km² et peuplé de 146 millions d'habitants a le PIB DE L'Espagne.

Le rapprochement avec la Chine depuis 2014 n'est pas exempt d'ambiguïtés. La vente accrue de gaz, de céréales et la dépendance croissante envers le système financier chinois risquent de créer une situation de tutelle au regard du différentiel de puissance entre les deux pays.

Les Nouvelles routes de la soie peuvent être une source de croissance mais la présence chinoise est parfois lourde. Les réticences des pays d'Asie centrale (le Kazakhstan par exemple), qui font partie du glacis russe, montrent que le prix à payer est parfois conséquent.

Le danger d'un axe Chine -Russie face à l'Occident est devenu cependant une réalité. La Russie n'est plus forcément une puissance solitaire.

Bibliographie conseillée :

Aubry E et Tétard F., *Le dessous des cartes. Le monde mis à nu.* Tallandier. ArteEditions. Pris. 2021. P.141-147

Beucher S et Ciattoni A., *Dictionnaire de géopolitique.* Hatier. Paris. 2021. p. 513-523

Boniface P., *Comprendre le monde. Les relations internationales expliquées à tous.* Armand Colin. 2021. P.179-187

Boniface P., *La géopolitique. 50 fiches pour comprendre l'actualité.* Éditions EYROLLES. Paris. 2021. P.83-87

L'Année Stratégique 2022 ., *Analyse des enjeux internationaux.* Sous la direction de Pascal Boniface. Iris. Armand Colin. Paris. 2021. P.90-109

l'histoire., *Les Russes et leur empire*. Numéro 485-486. Juillet-août 2021

Questions Internationales., *Russie la puissance solitaire*. Numéro 101. Janvier-février 2020. La documentation Française.

Ramses 2022., *Au-delà du Covid*. Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David. IFRI. Dunod, Paris. 2021. P. 142-189.